



COVID-19 ET SENSIBILITÉ AUX CONFLITS



OXFAM

COVID-19 ET SENSIBILITÉ AUX CONFLITS

La sensibilité aux conflits est une partie essentielle de l'engagement d'Oxfam en termes de programmation sûre¹. Ce guide peut aider le personnel à identifier et atténuer les risques associés à des conflits dans le cadre de la réponse humanitaire au COVID-19 dans le cadre des analyses des risques et des processus de gestion des risques pour une programmation sûre. Ces conseils doivent être utilisés en parallèle à la boîte à outils sur les questions de genre en situation d'urgence (et non pas à la place de celle-ci)². Ces directives doivent être adaptées au contexte, car toute communauté et région a des spécificités. Il est possible que d'autres risques soient identifiés dans le cadre de chaque intervention, et ces risques doivent être intégrés à l'analyse.

CETTE FICHE-CONSEILS COUVRE LES POINTS SUIVANTS

- A. Les risques de conflits potentiels qui peuvent émerger de la réponse à la crise du COVID-19
- B. Les questions clés à poser dans le cadre de l'analyse rapide des conflits et des efforts de suivi continus
- C. Les mécanismes de suivi, de redevabilité et de retour sensibles aux conflits

A : ANTICIPER LES RISQUES ET LES OPPORTUNITÉS

Le COVID-19 va avoir un impact sur tous les pays du monde, et nous savons que les contextes touchés par des conflits seront particulièrement affectés par le manque d'infrastructures sanitaires, le manque d'accès à l'eau, la densité de population dans certaines zones (comme les camps situés dans des zones urbaines) et les limitations en termes de canaux de communication clairs et fiables. Dans ces contextes, **les femmes pourraient devenir d'autant plus vulnérables**, pas seulement en raison des effets du COVID-19 et de la montée des tensions dans les communautés, mais également en raison d'un risque accru de violences basées sur le genre et d'exploitation sexuelle.

Dans les situations de conflit, la confiance portée aux autorités civiles ou militaires était sûrement déjà faible avant la crise du COVID-19. **Les inquiétudes et les fausses informations** sur la propagation du COVID-19 et **le manque d'accès à des ressources essentielles** pourraient exacerber les tensions et conflits et engendrer une montée de la violence. Certain-e-s pourraient essayer de tirer parti de la situation pour leur propre profit. Les gouvernements et les acteurs militaires s'impliquent de plus en plus dans l'intervention et emploient des mesures fortes pour éviter la propagation. Cela pourrait également entraîner un **renforcement des restrictions et un manque de confiance dans les conseils des acteurs et actrices sanitaires publics**, mais aussi la propagation potentielle de fausses informations, comme nous l'ont montré les précédentes interventions face au virus Ebola.

Nous avons aussi été témoins d'**appels au cessez-le-feu dans le monde entier** et plusieurs groupes rebelles appellent à un arrêt temporaire des hostilités et s'expriment contre les attaques à l'encontre du personnel de santé, dans le but de prévenir la propagation de la pandémie et de faciliter l'intervention humanitaire. S'il s'agit bien d'une première étape importante, en l'absence de processus de paix inclusifs, il est à craindre que toute interruption des violences ne soit que temporaire et que le risque de résurgence soit élevé.

Il est essentiel que nous **généralisons le concept de sensibilité aux conflits dans le cadre de toute intervention en lien avec le COVID-19**, pour essayer d'anticiper les impacts des conflits sur nos interventions et faire que les stratégies que nous employons pour soutenir l'assistance humanitaire n'entraînent pas une exacerbation des tensions et de possibles violences dans les communautés, mais également qu'on ne puisse considérer qu'elles favorisent les mesures coercitives utilisées par les autorités civiles ou militaires. Nous devons également soutenir les capacités de consolidation de la paix déjà en place dans les communautés, par exemple, tout forum où des groupes rivaux peuvent se rassembler pour résoudre les conflits, et poursuivre le financement des partenaires locaux de consolidation de la paix administrés par des femmes.

Pour le personnel et les partenaires d'Oxfam, cela revient à **effectuer une analyse rapide du contexte** (comprenant une analyse rapide des conflits et des disparités entre les genres) dans lequel nous opérons, à étudier les interactions entre les décisions en matière de programmation et d'opérations et le contexte, notamment en termes de dynamiques des conflits, et à tenir compte de cette compréhension afin d'éviter tout impact négatif sur le conflit et de renforcer les capacités de consolidation de la paix.

QUELQUES RISQUES QUE NOUS DEVONS SURVEILLER LORS DES INTERVENTIONS EN LIEN AVEC LE COVID-19

Assistance humanitaire et services de base

- Montée des tensions et des violences pendant les activités d'assistance humanitaire ou les distributions ou contre la circulation des marchandises, et donc intensification des impacts différents que ces violences ont sur les femmes et les hommes.
- Exacerbation des tensions et émergence de nouvelles formes de conflits potentiellement causées par les inégalités réelles ou perçues dans la distribution de l'assistance humanitaire liée au COVID-19 entre régions géographiques et communautés.
- Incidence accrue des violences basées sur le genre, en particulier dans le cadre de relations intimes.
- Difficultés propres aux personnes handicapées et/ou aux personnes à mobilité réduite en termes d'accessibilité des services de santé (ainsi que de l'accès à l'information).
- Détournement de l'assistance humanitaire au profit d'un groupe ou d'un objectif particulier, ce qui pourrait compromettre la réputation d'impartialité d'Oxfam dans un contexte de conflit et entraîner une réaction négative.
- Étant donné que plusieurs projets et programmes sont actuellement en pause et que les efforts sont tournés vers la réponse au COVID-19, certaines communautés peuvent penser que les communautés voisines ont un meilleur accès à l'assistance, ce qui peut engendrer des tensions et des violences.
- Du fait des disparités en termes d'infrastructures de traitement et d'accessibilité entre les communautés rurales et urbaines, les communautés rurales peuvent se voir prodiguer des services de santé de moindre qualité voire ne pouvoir accéder à aucun traitement.
- Le fait que les centres de santé et les services de base répondent aux besoins de populations ou de groupes spécifiques et en discriminent d'autres peuvent exacerber les tensions et le manque de confiance.

Gestion des informations

- Les fausses informations sur le virus, sur la manière dont le virus se propage ou dont l'assistance est fournie entraînent des tensions et des violences contre des groupes ou personnes particuliers/ères, dont des membres du personnel d'Oxfam ou du personnel de santé publique.
- Les données de surveillance peuvent être utilisées à mauvais escient par différents groupes.

Rôle des gouvernements et des forces armées

- Les mesures qui incluent l'isolement et la distanciation sociale ne sont tout simplement pas viables dans de nombreux contextes, et les faire imposer de manière violente et répressive par des acteurs/trices du secteur de la sécurité peut exacerber les tensions ou le ressentiment envers ces acteurs/trices (et l'État).
- Renforcement de la présence militaire par les gouvernements, les groupes rebelles ou les forces de maintien de la paix qui imposent des restrictions sur les déplacements ou sur les opérations humanitaires, et risques accrus de violences sexuelles et de violences basées sur le genre qui accompagnent cette tendance.
- Utilisation de l'état d'urgence lié au COVID-19 pour réprimer les libertés civiles et légitimer l'action politique, alors que la société civile ne dispose d'aucun espace pour débattre ou s'opposer à ces restrictions.
- Refus du gouvernement de lever les restrictions sur l'usage d'Internet et de donner aux populations un accès complet à des informations fiables liées à la situation d'urgence.
- Inquiétude des pays et coalitions envoyant des forces de consolidation de la paix par rapport au risque de contagion de celles-ci, retrait de ces forces et arrêt des formations qui peuvent engendrer un risque de montée des violences et de l'instabilité.
- Fermeture des frontières et restrictions sur les déplacements entraînant une baisse de disponibilité des marchandises, une hausse du prix des denrées alimentaires et des tensions et conflits du fait que les communautés ont plus de difficultés à se procurer des produits de première nécessité.

Atténuation des conflits : Lorsque cela est possible, identifiez les mécanismes de résolution des conflits disponibles afin d'engager la conversation avec les divers groupes rapidement, de manière à prévenir toute montée des tensions et des violences. Certains mécanismes de résolution des conflits excluent les femmes : il est donc essentiel de trouver plusieurs manières d'entrer en contact avec les groupes de femmes afin de les impliquer dans les initiatives d'atténuation des conflits.

B. COMPRENDRE L'ANALYSE RAPIDE DES CONFLITS

Ces questions sur l'analyse rapide des conflits peuvent être utilisées dans le cadre d'une analyse rapide (qui inclut les questions de genre et de programmation sûre) impliquant les partenaires et les équipes de terrain lors de la planification de l'intervention, puis sur une base hebdomadaire ou quotidienne, afin de comprendre comment la situation évolue et de prendre des décisions rapides sur les changements de stratégie d'intervention. En fonction du contexte, ces questions peuvent être très sensibles, et il ne sera donc pas approprié de les utiliser directement dans les communautés, au risque d'exacerber les tensions.

Compréhension du contexte du conflit

1. Quel est l'historique des conflits et des violences dans cette communauté/entre les communautés voisines ? Y a-t-il des développements récents dont nous devrions être au courant ?
2. À quel niveau se trouvent les divisions et tensions dans cette communauté ou entre les communautés voisines ? (Qui pourrions-nous offusquer dans le cadre de notre intervention ?)
3. Quels impacts le conflit a-t-il sur différents groupes et sur les femmes ? (Quels sont les impacts qui touchent particulièrement les femmes dans ce conflit ? Les groupes minoritaires sont-ils affectés de manière disproportionnée ?)
4. Y a-t-il de nouveaux conflits ou de nouvelles tensions ? Qui est vulnérable ?
5. Existe-t-il des mécanismes formels ou informels pour la gouvernance ou la gestion des sources d'eau ou des mécanismes de résolution des conflits entre des groupes opposés que nous pourrions utiliser ?

Comprendre l'évolution de la situation du COVID-19

6. Comment se manifestent les inquiétudes sur la propagation ou le traitement du COVID-19 dans toute la zone d'intervention ?
7. Quels types d'informations les communautés reçoivent-elles à propos de la propagation et de la prévention du COVID-19 ? Comment les femmes reçoivent-elles les informations ? Font-elles confiance aux sources des informations qu'elles reçoivent ?
8. Comment les mesures préventives sont-elles mises en œuvre et appliquées ? Par qui ?
9. Le gouvernement inspire-t-il confiance ? Est-il vu comme légitime dans toutes les communautés qu'il est censé servir ? Utilise-t-il la crise pour exercer un retrait excessif des droits politiques ou civils, outrepassant les mesures nécessaires pour répondre au COVID-19 ?
10. Les centres médicaux sont-ils contrôlés ou servent-ils un groupe particulier ?
11. Comment les groupes armés (locaux) ont-ils répondu à l'épidémie de COVID-19 ? Semblent-ils ouverts à donner accès à l'aide humanitaire et au personnel de santé ? Les risques de détournement de l'aide sont-ils accrus ? Constate-t-on une hausse des violences sexuelles et basées sur le genre ?
12. Les groupes armés (locaux) utilisent-ils les restrictions de déplacement et une potentielle réduction de la présence des forces de sécurité pour renforcer leur contrôle sur les zones concernées ?

Réfléchir à nos interventions

13. Les marchés sont-ils encore disponibles ? L'accès est-il restreint/interdit par/à certains groupes ?
14. Les sources d'eau ou infrastructures hydriques sont-elles contrôlées ou dominées par un groupe particulier ?
15. Comment les services de santé publique ou les acteurs/trices locaux/ales en première ligne de l'intervention sont-elles/ils perçu-e-s ?
16. Comment Oxfam et/ou ses partenaires sont-elles/ils perçu-e-s ?
17. Qu'est-ce qui pourrait mal se passer ? Quelles tensions peuvent se créer du fait de l'intervention ? (Par exemple, lieux des distributions, communautés recevant l'aide en premier, manière de communiquer à propos de notre intervention, mécanismes de retour utilisés, choix en matière de personnel.)

C. MÉCANISMES DE SUIVI, DE REDEVABILITÉ ET DE RETOUR SENSIBLES AUX CONFLITS

Éléments sur lesquels porte le suivi

- Les questions sur l'analyse rapide des conflits peuvent être transformées en **indicateurs en vue du suivi** et être analysées régulièrement tout au long de l'intervention.
- Les équipes MEAL collectent déjà de gros volumes de données. Les équipes peuvent étudier quelles sont **les données les plus importantes à collecter** afin de mieux comprendre les dynamiques des conflits, qui évoluent rapidement. Lorsque cela est possible et pertinent, les questions posées plus haut peuvent être adaptées aux conversations avec les populations affectées. Les enquêtes existantes peuvent être mises à jour pour permettre de mesurer l'accès à l'eau et aux services de santé. Les enquêtes téléphoniques peuvent être utilisées pour mieux comprendre les questions de type « En quoi votre vie quotidienne est-elle affectée par les restrictions imposées dans le cadre de la crise du COVID-19 ? ». Des tensions apparaissent-elles du fait de ces restrictions ? En quoi la situation change-t-elle ? Qu'est-ce qui vous inquiète le plus ? Les enquêtes téléphoniques doivent inclure des mesures de contrôle afin d'assurer la confidentialité et la sécurité des participant-e-s et d'être inclusives dans chaque contexte.
- **Effectuez le suivi de tout incident lié à un conflit** dans les communautés et/ou engendré par l'intervention. Familiarisez-vous avec les évolutions de dynamiques de pouvoir entre les autorités sanitaires, les représentant-e-s du gouvernement et les dirigeant-e-s traditionnel-le-s et dignitaires religieux. Ces évolutions peuvent entraîner des tensions qui affecteront les membres de la communauté. Pour ne pas perdre de vue ces incidents et dynamiques, veillez à entrer en contact avec le groupe du cluster de protection qui effectue le suivi pour veiller à ce que cette initiative respecte les normes du secteur et comprenne des mesures de protection contre la collecte d'informations personnelles et d'autres violations des droits d'accès aux données.
- Si cela n'est pas déjà en place, **incluez une analyse des risques des méthodologies MEAL dans les cadres logiques MEAL³** : Les mécanismes de vérification et de collecte de données du cadre logique MEAL doivent être évalués par rapport à :
 - l'utilisation des informations ;
 - la sécurité du/de la recenseur/euse et de la personne interrogée ;
 - les droits régissant les données ;
 - la possibilité d'une surveillance de la part de gouvernements répressifs.
- Lorsque cela est possible, veillez à ce que la cartographie de l'intervention soit ventilée en fonction des groupes présents dans les conflits, afin d'assurer la parité de l'aide.

Utiliser les technologies numériques ou à distance

- **Téléphones** : les réseaux téléphoniques peuvent être hautement surveillés. Des parties prenantes militaires dans des environnements répressifs peuvent détenir et/ou tirer parti de certains réseaux. Un groupe de travail de conseillers et conseillères MEAL de la confédération va mettre au point un webinaire dans l'optique de discuter de l'utilisation des téléphones et des SMS pour le suivi à distance sous peu.
- **Interruptions de l'accès à Internet** : l'accès à Internet peut être limité ou interrompu dans certaines zones de travail. Cela restreint notre capacité à accéder aux groupes marginalisés. La collecte de données doit prendre en compte les mesures de limitation des communications imposées par les autorités dans les groupes touchés par des conflits.
- **Réseaux sociaux** : l'utilisation de Facebook, au Myanmar par exemple, est bien connue pour avoir contribué au conflit. Nous devons donc être prudent-e-s dans notre utilisation de certaines plateformes, en particulier si nous les utilisons pour collecter des données sensibles sur les opinions des communautés touchées par des conflits. Dans la plupart des pays, les réseaux sociaux font également l'objet d'une forte surveillance. Certaines juridictions interdisent aussi le contenu politique.

CONSEILS RAPIDES POUR LE TRAVAIL MEAL

Les **mécanismes de retour** doivent être considérés comme des priorités (en particulier pour ce qui est des perceptions relatives à l'intervention).

Étudiez la manière dont notre programme interagit avec le conflit, et vice versa.

Faites passer en priorité la sécurité du personnel, des recenseurs/euses, des partenaires et des membres de la communauté en limitant la collecte de données en personne et en évaluant des risques liés aux conflits.

Analysez les risques liés à l'utilisation des technologies numériques et à distance. Ce n'est pas le meilleur moment pour tester de nouvelles technologies, mais si c'est nécessaire, nous devons évaluer les problèmes en termes de protection, d'inclusion et d'accessibilité des canaux de communication.

Mettez à jour les outils MEAL et les manières de travailler afin qu'elles/ils permettent de faire état des dynamiques des conflits et à ce qu'elles/ils soient pertinent-e-s au vu des restrictions liées au COVID-19.

Redevabilité

Beaucoup d'informations erronées vont se multiplier, notamment sur la manière dont le COVID-19 se propage, qui sont les personnes ciblées par l'assistance et le traitement utilisé. Il est plus important que jamais d'établir des **communications transparentes et claires** sur la manière dont les membres de communautés touchées par des conflits sont sélectionné-e-s, sur les populations ciblées par l'aide et sur l'engagement d'Oxfam envers le principe d'impartialité.

La redevabilité revêt une importance particulière pendant cette crise, surtout pour pouvoir mettre au jour **les évolutions des dynamiques de conflit dans les communautés et d'y répondre rapidement**. Même si lancer de nouveaux mécanismes de retour à grande échelle n'est pas la priorité actuelle, il est essentiel que les retours des membres de la communauté, hommes comme femmes, soient pris en compte dans la mise en œuvre du programme. En assurant la participation des communautés et la transparence du processus de prise de décision et en intégrant les opinions des personnes concernées par ces changements de dynamiques des conflits dans le cadre de la programmation, Oxfam et ses partenaires assurent que l'intervention puisse être facilement et rapidement adaptée.

Il est essentiel de disposer de **mécanismes de retour** appropriés et de faire preuve de redevabilité avant la mise en œuvre du programme d'intervention, car cela informera les décisions clés en matière d'inclusion, de portée des programmes et d'accès des bénéficiaires. Depuis la propagation du COVID-19, savoir comment accéder à de nouveaux groupes et de nouvelles communautés sans interactions physiques est l'un des points essentiels que les interventions doivent tirer au clair. Disposer de mécanismes de retour efficaces permet de faire un travail d'orientation et de gérer les problèmes rencontrés par les personnes qui n'ont pas été incluses dans les listes d'enregistrement. La redevabilité peut aider Oxfam et ses partenaires à atténuer fortement les risques pour tenir compte des conflits au moment de décider de l'accès au programme.

SUIVI DES PERCEPTIONS DE LA COMMUNAUTÉ

Lors des interventions précédentes dans des contextes marqués par des conflits (comme la gestion du virus Ebola en RDC), Oxfam a testé une nouvelle approche de suivi des perceptions de la communauté, qui implique l'utilisation d'un outil numérique pour permettre au personnel technique de collecter et de synthétiser systématiquement des données fournies par les communautés et faciliter la compréhension de leurs perceptions des évolutions du contexte général et de l'intervention. L'outil de suivi des perceptions de la communauté permet aux équipes participant à l'intervention :

- de mieux rendre compte de l'analyse continue du contexte et des principales évolutions du contexte ;
- d'adapter rapidement les programmes en fonction des perceptions des communautés ;
- d'effectuer un travail de plaidoyer basé sur des données probantes au nom des communautés ;
- d'effectuer le suivi efficace de la compréhension des manières dont le virus se propage, de son impact, des traitements disponibles et des comportements à adopter pour se protéger au sein des communautés.

À l'heure actuelle, l'outil de suivi des perceptions de la communauté s'est avéré facile à utiliser et à reproduire à différentes échelles. La technologie mobile (avec SurveyCTO) a été testée dans plusieurs programmes d'Oxfam et la base de données peut être adaptée à divers contextes. La formation de l'équipe peut présenter une opportunité d'adapter les catégories au contexte, afin de refléter les tendances qui se détachent de l'intervention (par exemple, vaccination, portée, gestion des cas, etc.). L'équipe collecte ces informations lors d'interactions régulières avec les communautés (réunions, sessions de discussion, visites et, le cas échéant, recours à des stratégies d'accès à distance) et les consigne via l'application. Une fois que la connexion Internet est établie, les données sont automatiquement chargées dans la base de données, qui génère ensuite des rapports réguliers pour une analyse ultérieure (type de perceptions, un renforcement ou un estompement des tendances en matière de perceptions, selon l'âge, le genre et le lieu). Le suivi des perceptions de la communauté requiert le recours initial aux technologies de l'information et de la communication (TIC), une collaboration étroite et un soutien important de la part de l'équipe MEAL et la vérification de l'intégration de données épidémiologiques à l'analyse par un-e responsable de la promotion de la santé publique, puis le partage de cette analyse avec les autres secteurs (qui collectent également des données et effectuent une analyse éclairée). Le suivi des perceptions de la communauté est une approche simple qui requiert toutefois des capacités appropriées et des efforts de programmation actifs sur le terrain.

À qui s'adresser pour recevoir de l'aide supplémentaire :

Annabel Morrissey Sensibilité aux conflits (amorrissey1@oxfam.org.uk)

Ania Gaboune MEAL et sensibilité aux conflits (agaboune1@oxfam.org.uk)

Notes

¹ <https://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/humanitarian/protection#90977fdc-e6be-4883-be87-5afd2d1550f7>

² <https://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/humanitarian/gender-in-emergencies>

³ Voir un exemple de cadre logique MEAL utilisé pour garantir la programmation sûre ici : <https://compass.oxfam.org/communities/humanitarian/groups/safe-programming-humanitarian-responses/wiki/meal-framework>